



## INVITATION A SOUMISSIONNER (RFP)

NOM & ADRESSE DE L'ENTREPRISE	DATE : 03/06/2020
	REFERENCE : UNDP/RFP/2020/061

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous adresser votre soumission au titre du **RECRUTEMENT D'ONG POUR LA SENSIBILISATION SUR LE PROCESSUS ELECTORAL**.

Veuillez utiliser le formulaire figurant dans l'annexe 2 jointe aux présentes pour les besoins de la préparation de votre soumission.

Les soumissions technique et financière peuvent être déposées sous pli fermé jusqu'au **10 Juin 2020 à 17H00** à l'adresse suivante :

**Programme des Nations Unies pour le Développement  
01 BP 1747 ABIDJAN 01  
ANGLE AVENUE MARCHAND RUE GOURGAS  
PLATEAU EN FACE DE LA RADIO  
DEPOT DANS LA BOITE RESERVEE AUX OFFRES SOUS PLIS FERMES MENTIONNANT LA  
REFERENCE « UNDP/RFP/2020/061– RECRUTEMENT D'ONG POUR LA SENSIBILISATION SUR LE  
PROCESSUS ELECTORAL».  
TOUTE OFFRE SOUMISE PAR E-MAIL SERA REJETEE**

**NB : Le soumissionnaire prendra soin de mentionner sur la page de garde non seulement la référence de l'appel d'offres mais également le lot et le/les département (s) pour lequel/lesquels il soumissionne.**

**Nombre d'exemplaires offre technique : 3 dont 01 original et 02 copies**

Votre soumission doit être rédigée en **français** et assortie d'une durée de validité minimum de **120 jours**.

Dans le cadre de la préparation de votre soumission, il vous appartiendra de vous assurer qu'elle parviendra à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les soumissions qui seront reçues

par le PNUD postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte. Si vous transmettez votre soumission par courrier électronique, veuillez vous assurer qu'elle est signée, en format .pdf et exempte de virus ou fichiers corrompus.

Les services proposés seront examinés et évalués en fonction de l'exhaustivité et de la conformité de la soumission et du respect des exigences indiquées dans la RFP et dans l'ensemble des autres annexes fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

La soumission qui répondra à l'ensemble des exigences, satisfera l'ensemble des critères d'évaluation et possèdera le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée aux fins d'attribution du contrat. Toute offre qui ne répondra pas aux exigences sera rejetée.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le prestataire de services n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par le PNUD, sa soumission sera rejetée.

Aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l'inflation, de la fluctuation des taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de la soumission. Lors de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou des biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

Tout contrat ou bon de commande qui sera délivré au titre de la présente RFP sera soumis aux conditions générales jointes aux présentes. Le simple dépôt d'une soumission emporte acceptation sans réserve par le prestataire de services des conditions générales du PNUD figurant à l'annexe 3 des présentes.

Veuillez noter que le PNUD n'est pas tenu d'accepter une quelconque soumission ou d'attribuer un contrat/bon de commande et n'est pas responsable des coûts liés à la préparation et au dépôt d'une soumission par le prestataire de services, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

La procédure de contestation que le PNUD met à la disposition des fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l'attribution d'un bon de commande ou d'un contrat de faire appel dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n'avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l'adresse suivante :  
<http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions/>.

Le PNUD encourage chaque prestataire de services potentiel à éviter et à prévenir les conflits d'intérêts en indiquant au PNUD si vous-même, l'une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFP.

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s'est engagé à prévenir, identifier et sanctionner l'ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables au PNUD, ainsi qu'aux tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses fournisseurs qu'ils respectent le code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des

Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant :  
[http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct\\_english.pdf](http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf)

Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre soumission.

Cordialement,

Luc GNONLONFOUN  
Représentant Résident Adjoint Opérations  
03/06/2020



### Description des exigences

Contexte	RECRUTEMENT D'ONG POUR LA SENSIBILISATION SUR LE PROCESSUS ELECTORAL
Partenaire de réalisation du PNUD	Commission Electorale Indépendante (CEI)
Brève description des services requis <sup>1</sup>	L'objectif principal de ces campagnes est de sensibiliser les communautés, notamment les femmes et les jeunes, pour une élection apaisée, inclusive et démocratique.
Liste et description des prestations attendues	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les populations, notamment les femmes et les jeunes des Communes identifiées sont sensibilisées en vue de leur inscription sur le fichier électoral ;</li> <li>- Les populations, notamment les femmes, les jeunes, les élus locaux, les leaders communautaires sont sensibilisées (2 interventions par commune) sur la non-violence et les discours de paix en période électorale, dans chaque commune des départements prioritaires ;</li> <li>- Les électeurs et les électrices sont sensibilisé(e)s sur la citoyenneté et les principes de la démocratie ;</li> <li>- Les électeurs sont sensibilisés sur le processus de vote ;</li> <li>- Les capacités des électeurs/électrices, et des ONG sur les étapes clés du processus électoral sont renforcées.</li> <li>- Des activités de sensibilisation sont organisées dans les Communes identifiées</li> <li>- Les supports de sensibilisation (250 prospectus par communes et 3 affiches routières dans 40 Communes) validés par la CEI sont distribués dans les localités identifiées</li> </ul>
Personne devant superviser le travail/les prestations du prestataire de services	Commission Electorale Indépendante
Fréquence des rapports	Non applicable
Exigences en matière de rapport d'avancement	Non applicable
Lieu des prestations	<input type="checkbox"/> Conformément aux lots mentionnés dans les TDRs.
Durée prévue des prestations	20 jours calendaires
Date de commencement prévue	Dès finalisation du processus de sélection
Date-limite d'achèvement	Août 2020

<sup>1</sup> Des TOR peuvent être joints si les informations énumérées dans la présente annexe ne suffisent pas à décrire de manière exhaustive la nature des prestations et les autres détails relatifs aux exigences.

Déplacements prévus	Cf. TDRs			
Exigences particulières en matière de sécurité	Non applicable			
Equipements à fournir par le PNUD (doivent être exclus du prix offert)	<input type="checkbox"/> Matériels de sensibilisation (Affiches)			
Calendrier d'exécution indiquant la composition et la chronologie des activités/sous-activités	<input type="checkbox"/> Requis			
Noms et curriculum vitae des personnes qui participeront à la fourniture des services	<input type="checkbox"/> Requis			
Devise de la soumission	<input type="checkbox"/> Devise locale FCFA			
Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert <sup>2</sup>	<input type="checkbox"/> Doit exclure la TVA et autres impôts indirects applicables			
Durée de validité des soumissions (à compter du dernier jour de dépôt des soumissions)	<input type="checkbox"/> 120 jours Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander au soumissionnaire de proroger la durée de validité de sa soumission au-delà de qui aura été initialement indiqué dans la présente RFP. La soumission devra alors confirmer par écrit la prorogation, sans aucune modification de la soumission.			
Soumissions partielles	<input type="checkbox"/> Autorisées par lot conformément aux TDRs.			
Conditions de paiement <sup>3</sup>	Prestations	Pourcentage	Calendrier	Condition de versement du paiement
	A la signature du contrat et après validation par le projet du chronogramme mis à jour	20%	03 jours ouvrables	Sous trente (30) jours à compter de la date à laquelle les conditions suivantes seront respectées : a) l'acceptation écrite par le PNUD de la qualité des prestations (et non pas leur
	après validation du rapport d'activités par	50%		

<sup>2</sup> L'exonération de TVA varie d'un pays à l'autre. Veuillez cocher ce qui est applicable au CO/BU du PNUD demandant les services.

<sup>3</sup> Le PNUD préfère ne pas verser d'avance lors de la signature du contrat. Si le prestataire de services exige une avance, celle-ci sera limitée à 20 % du prix total offert. En cas de versement d'un pourcentage plus élevé ou d'une avance de plus de \$30,000, le PNUD obligera le prestataire de services à fournir une garantie bancaire ou un chèque de banque à l'ordre du PNUD du même montant que l'avance versée par le PNUD au prestataire de services.

	la CEI et le PNUD			simple réception) ; et
	après le dépôt et la validation du rapport final de la campagne par la CEI et le PNUD	30%		b) la réception de la facture du prestataire de services.
Personne(s) devant examiner/inspecter/approuver les prestations/les services achevés et autoriser le versement du paiement	Conseiller Technique Principal du Projet d'Appui aux Elections au PNUD			
Type de contrat devant être signé	<input type="checkbox"/> Bon de commande <input type="checkbox"/> Contrat de services professionnels			
Critère d'attribution du contrat	<input type="checkbox"/> Score combiné le plus élevé (l'offre technique comptant pour 70 % et le prix pour 30 %) <input type="checkbox"/> Acceptation sans réserve des conditions générales du contrat du PNUD (CGC). Il s'agit d'un critère obligatoire qui ne peut pas être supprimé, quelque soit la nature des services demandés. La non-acceptation des CGC peut constituer un motif de rejet de la soumission.			
Critère d'évaluation de la soumission	<p><b><u>Soumission technique (70 %)</u></b></p> <input type="checkbox"/> Expertise de l'ONG <input type="checkbox"/> Conformité du programme de campagne et de la méthode proposés aux Termes de référence <input type="checkbox"/> Qualifications et compétence des intervenants			
	<p><b><u>Soumission financière (30 %)</u></b>  A calculer en comparant le prix de la soumission par rapport au prix le plus bas des soumissions reçues par le PNUD.</p>			
Le PNUD attribuera le contrat à :	<input type="checkbox"/> Plusieurs prestataires (ONGs) , en fonction de la combinaison la plus avantageuse pour le PNUD.			
Annexes de la présente RFP <sup>4</sup>	<input type="checkbox"/> Formulaire de présentation de la soumission (annexe 2) <input type="checkbox"/> Conditions générales / Conditions particulières (annexe 3) <sup>5</sup> <input type="checkbox"/> TDR détaillés (annexe 4)			

<sup>4</sup> Si les informations sont disponibles sur le Web, il est possible de ne fournir qu'un simple URL permettant d'y accéder.

<sup>5</sup> Il est signalé aux prestataires de services que la non-acceptation des conditions générales (CG) peut constituer un motif d'élimination du présent processus d'achat.

Personnes à contacter pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrites uniquement) <sup>6</sup>	<p><i>Le Procurement du PNUD</i>  <a href="mailto:Procurement.ci@undp.org">Procurement.ci@undp.org</a></p> <p>Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux soumissionnaires.</p>
Autres informations	RAS

---

<sup>6</sup> La personne à contacter et l'adresse sont indiquées à titre officiel par le PNUD. Si des demandes de renseignements sont adressées à d'autres personnes ou adresses, même s'il s'agit de fonctionnaires du PNUD, le PNUD ne sera pas tenu d'y répondre et ne pourra pas confirmer leur réception.

## FORMULAIRE DE PRESENTATION DE LA SOUMISSION DU PRESTATAIRE DE SERVICES<sup>7</sup>

*(Le présent formulaire doit être soumis uniquement sur le papier à en-tête officiel du prestataire de services<sup>8</sup>)*

[insérez le lieu et la date]

A : [insérez le nom et l'adresse du coordonateur du PNUD]

Chère Madame/Cher Monsieur,

Le prestataire de services soussigné accepte par les présentes de fournir les prestations suivantes au PNUD conformément aux exigences définies dans la RFP en date du [précisez la date] et dans l'ensemble de ses annexes, ainsi qu'aux dispositions des conditions contractuelles générales du PNUD.

### A. Qualifications du prestataire de services

*Le prestataire de services doit décrire et expliquer les raisons pour lesquelles il est le mieux à même de répondre aux exigences du PNUD en indiquant ce qui suit :*

- a) *Profile – décrivant la nature de l'activité, le domaine d'expertise, les licences, certifications, accréditations ;*
- b) *Licences commerciales – documents d'immatriculation, attestation du paiement des impôts, etc. ;*
- c) *Etats financiers vérifiés les plus récents – état des résultats et bilan pour témoigner de sa stabilité financière, de sa liquidité, de sa solvabilité et de sa réputation sur le marché, etc. ;*
- d) *Antécédents – liste des clients ayant bénéficié de prestations similaires à celles que demande le PNUD, contenant une description de l'objet du contrat, de la durée du contrat, de la valeur du contrat et des références à contacter ;*
- e) *Certificats et accréditations – y compris les certificats de qualité, les enregistrements de brevets, les certificats de viabilité environnementale, etc.*
- f) *Déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la liste de la division des achats de l'ONU ou sur toute autre liste d'exclusion de l'ONU.*

### B. Méthodologie proposée pour la fourniture des services

*Le prestataire de services doit décrire la manière dont il entend répondre aux exigences du PNUD en fournissant une description détaillée des modalités d'exécution essentielles, des conditions d'information et des mécanismes d'assurance de la qualité qui seront mis en œuvre et en démontrant que la méthodologie proposée sera adaptée aux conditions locales et au contexte des prestations.*

<sup>7</sup> Ceci sert de guide au prestataire de services dans le cadre de la préparation de sa soumission.

<sup>8</sup> Le papier à en-tête officiel doit indiquer les coordonnées – adresses, courrier électronique, numéros de téléphone et de fax – aux fins de vérification.

C. **Qualifications du personnel clé**

*Si la RFP en fait la demande, le prestataire de services doit fournir :*

- a) *les noms et qualifications des membres du personnel clé qui fourniront les services, en indiquant qui assumera les fonctions de chef d'équipe, qui aura un rôle de soutien, etc. ;*
- b) *des CV témoignant des qualifications des intéressés doivent être fournis si la RFP en fait la demande ; et*
- c) *la confirmation écrite par chaque membre du personnel qu'il sera disponible pendant toute la durée du contrat.*

D. **Ventilation des coûts par prestation\***

	<b>Prestations [énumérez-les telles qu'elles figurent dans la RFP]</b>	<b>Pourcentage du prix total</b>	<b>Prix (forfaitaire, tout compris)</b>
1	Prestation 1		
2	Prestation 2		
3	...		
	<b>Total</b>	<b>100 %</b>	

*\*Ceci servira de fondement aux tranches de paiement*

E. **Ventilation des coûts par élément de coût [Il ne s'agit que d'un exemple]**

<b>Description de l'activité</b>	<b>Rémunération par unité de temps</b>	<b>Durée totale de l'engagement</b>	<b>Nombre d'employés</b>	<b>Tarif total</b>
<b>I. Services fournis par le personnel</b>				
1. Services du bureau principal				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
2. Services des bureaux locaux				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
3. Services fournis de l'étranger				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
<b>II. Frais</b>				
1. Frais de déplacement				
2. Indemnité journalière				
3. Communications				
4. Reproduction				
5. Location de matériel				
6. Autres				
<b>III. Autres coûts connexes</b>				

*[Nom et signature de la personne habilitée par le prestataire  
de services]*

*[Fonctions]*

*[Date]*

## ***Conditions générales applicables aux services***

### **1.0 STATUT JURIDIQUE :**

Le prestataire sera considéré comme ayant le statut juridique d'un prestataire indépendant vis-à-vis du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le personnel et les sous-traitants du prestataire ne seront considérés à aucun titre comme étant les employés ou agents du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies.

### **2.0 SOURCE DES INSTRUCTIONS :**

Le prestataire ne pourra demander à une autorité externe au PNUD ou accepter de celle-ci aucune instruction au titre de la fourniture de ses services en application du présent contrat. Le prestataire devra s'abstenir de tout acte susceptible d'avoir des conséquences préjudiciables pour le PNUD ou l'Organisation des Nations Unies et devra s'acquitter de ses obligations en tenant pleinement compte des intérêts du PNUD.

### **3.0 RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE AU TITRE DE SES EMPLOYES :**

Le prestataire sera responsable des compétences professionnelles et techniques de ses employés et devra choisir, pour les besoins des prestations à fournir en application du présent contrat, des personnes fiables qui devront travailler avec efficacité dans le cadre de l'exécution du présent contrat, respecter les coutumes locales et se conformer à des normes morales et éthiques strictes.

### **4.0 CESSION :**

Le prestataire devra s'abstenir de céder, de transférer, de nantir ou d'aliéner de toute autre manière le présent contrat, ou toute partie de celui-ci, ou ses droits, créances ou obligations aux termes du présent contrat, à moins d'avoir obtenu le consentement préalable et écrit du PNUD.

### **5.0 SOUS-TRAITANCE :**

Si le prestataire a besoin des services de sous-traitants, il devra obtenir l'approbation et l'autorisation préalable du PNUD pour l'ensemble des sous-traitants. L'approbation d'un sous-traitant par le PNUD ne libérera le prestataire d'aucune de ses obligations aux termes du présent contrat. Les conditions de tout contrat de sous-traitance seront soumises aux dispositions du présent contrat et devront y être conformes.

### **6.0 INTERDICTION DE FOURNIR DES AVANTAGES AUX FONCTIONNAIRES**

Le prestataire garantit qu'il n'a fourni ou qu'il ne proposera à aucun fonctionnaire du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies un quelconque avantage direct ou indirect résultant du présent contrat ou de son attribution. Le prestataire convient que toute violation de la présente disposition constituera la violation d'une condition essentielle du présent contrat.

### **7.0 INDEMNISATION :**

Le prestataire devra garantir, couvrir et défendre, à ses propres frais, le PNUD, ses fonctionnaires, agents, préposés et employés contre l'ensemble des actions, réclamations, demandes et responsabilités de toute nature, y compris leurs coûts et frais, résultant d'actes ou d'omissions du prestataire ou de ses employés, dirigeants, agents ou sous-traitants, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. La présente disposition s'étendra, notamment, aux réclamations et responsabilités en matière d'accidents du travail, de responsabilité du fait des produits ou de responsabilité résultant de l'utilisation d'inventions ou de dispositifs brevetés, de documents protégés par le droit d'auteur ou d'autres éléments de propriété intellectuelle par le prestataire, ses employés, dirigeants, agents, préposés ou sous-traitants. Les obligations prévues par le présent article ne s'éteindront pas lors de la résiliation du présent contrat.

#### **8.0 ASSURANCE ET RESPONSABILITES VIS-A-VIS DES TIERS :**

**8.1** Le prestataire devra souscrire et conserver une assurance tous risques au titre de ses biens et de tout matériel utilisé pour les besoins de l'exécution du présent Contrat.

**8.2** Le prestataire devra souscrire et conserver toute assurance appropriée au titre des accidents du travail, ou son équivalent, relativement à ses employés, afin de couvrir les demandes d'indemnisation liées à des blessures corporelles ou à des décès dans le cadre du présent contrat.

**8.3** Le prestataire devra également souscrire et conserver une assurance responsabilité civile d'un montant adéquat pour couvrir les demandes d'indemnisation des tiers liées à des décès ou blessures corporelles, ou à la perte ou l'endommagement de biens, résultant de la fourniture de services en application du présent contrat ou de l'utilisation de véhicules, navires, aéronefs ou autres matériels détenus ou loués par le prestataire ou ses agents, préposés, employés ou sous-traitants fournissant des prestations ou services au titre du présent Contrat.

**8.4** Sous réserve de l'assurance contre les accidents du travail, les polices d'assurance prévues par le présent article devront :

**8.4.1** nommer le PNUD en qualité d'assuré supplémentaire ;

**8.4.2** inclure une renonciation à subrogation de l'assureur dans les droits du prestataire contre le PNUD ;

**8.4.3** prévoir que le PNUD recevra une notification écrite des assureurs trente (30) jours avant toute résiliation ou modification des assurances.

**8.5** Le prestataire devra, en cas de demande en ce sens, fournir au PNUD une preuve satisfaisante des assurances requises aux termes du présent article.

#### **9.0 CHARGES/PRIVILEGES :**

Le prestataire devra s'abstenir de causer ou de permettre l'inscription ou le maintien d'un privilège, d'une saisie ou autre charge par toute personne auprès de toute administration publique ou du PNUD sur toute somme exigible ou devant le devenir au titre de prestations réalisées ou de matériaux fournis en application du présent Contrat ou en raison de toute autre réclamation ou demande dirigée contre le prestataire.

#### **10.0 PROPRIETE DU MATERIEL :**

Le PNUD conservera la propriété du matériel et des fournitures qu'il pourra fournir et ledit matériel devra lui être restitué à l'issue du présent contrat ou lorsque le prestataire n'en aura plus besoin. Lors de sa restitution au PNUD, ledit matériel devra être dans le même état que lors de sa remise au prestataire, sous réserve de l'usure normale. Le prestataire sera tenu d'indemniser le PNUD au titre du matériel qui sera considéré comme étant endommagé ou dégradé au-delà de l'usure normale.

#### **11.0 DROITS D'AUTEUR, BREVETS ET AUTRES DROITS PATRIMONIAUX :**

- 11.1** Sous réserve des dispositions contraires expresses et écrites du contrat, le PNUD pourra revendiquer l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et autres droits patrimoniaux et, notamment, les brevets, droits d'auteur et marques se rapportant aux produits, processus, inventions, idées, savoir-faire ou documents et autres matériels que le prestataire aura développés pour le PNUD dans le cadre du contrat et qui seront directement liés à l'exécution du contrat, ou produits, préparés ou obtenus du fait ou au cours de son exécution, et le prestataire reconnaît et convient que lesdits produits, documents et autres matériels constitueront des œuvres réalisées contre rémunération pour le PNUD.
- 11.2** Lorsque lesdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux contiendront des droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux du prestataire : (i) existant antérieurement à l'exécution par le prestataire de ses obligations aux termes du contrat, ou (ii) que le prestataire pourra ou aura pu développer ou acquérir indépendamment de l'exécution de ses obligations aux termes du contrat, le PNUD ne se prévaudra d'aucun droit de propriété sur ceux-ci et le prestataire accorde par les présentes au PNUD une licence perpétuelle d'utilisation desdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux uniquement aux fins du contrat et conformément à ses conditions.
- 11.3** Si le PNUD en fait la demande, le prestataire devra prendre toute mesure nécessaire, signer tout document requis et, d'une manière générale, prêter son assistance aux fins de l'obtention desdits droits patrimoniaux et de leur transfert ou de leur fourniture sous licence au PNUD, conformément aux dispositions du droit applicable et du contrat.
- 11.4** Sous réserve des dispositions qui précèdent, l'ensemble des cartes, dessins, photos, mosaïques, plans, rapports, estimations, recommandations, documents et toutes les autres données compilées ou reçues par le prestataire en application du présent contrat seront la propriété du PNUD, devront être mis à sa disposition aux fins d'utilisation ou d'inspection à des heures raisonnables et en des lieux raisonnables, devront être considérés comme étant confidentiels et ne devront être remis qu'aux fonctionnaires autorisés du PNUD à l'issue des prestations réalisées en application du contrat.

**12.0 UTILISATION DU NOM, DE L'EMBLEME OU DU SCEAU OFFICIEL DU PNUD OU DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES :**

Le prestataire devra s'abstenir de faire connaître ou de rendre publique de toute autre manière le fait qu'il fournit des prestations au PNUD et devra également s'abstenir de toute utilisation du nom, de l'emblème ou du sceau officiel du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies ou de toute abréviation du nom du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de son activité ou par ailleurs.

**13.0 CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS :**

Les informations et données considérées par l'une ou l'autre des parties comme étant exclusives qui seront communiquées ou divulguées par l'une des parties (le « Divulgateur ») à l'autre partie (le « Destinataire ») au cours de l'exécution du contrat et qui seront qualifiées d'informations confidentielles (les « Informations ») devront être protégées par ladite partie et traitées de la manière suivante :

**13.1** Le destinataire (le « Destinataire ») desdites informations devra :

- 13.1.1** faire preuve de la même prudence et de la même discrétion pour éviter toute divulgation, publication ou dissémination des Informations du Divulgateur que celles auxquelles il s'astreint pour ses propres informations similaires qu'il ne souhaite pas divulguer, publier ou disséminer ; et

- 13.1.2** utiliser les Informations du Divulgateur uniquement aux fins pour lesquelles elles auront été divulguées.
- 13.2** A condition que le Destinataire signe avec les personnes ou entités suivantes un accord écrit les obligeant à préserver la confidentialité des Informations conformément au contrat et au présent article 13, le Destinataire pourra divulguer les Informations :
- 13.2.1** à toute autre partie, avec le consentement préalable et écrit du Divulgateur ; et
- 13.2.2** aux employés, responsables, représentants et agents du Destinataire qui auront besoin de prendre connaissance desdites Informations pour les besoins de l'exécution d'obligations prévues par le contrat, et aux employés, responsables, représentants et agents de toute personne morale qu'il contrôlera, qui le contrôlera ou qui sera avec lui sous le contrôle commun d'un tiers, qui devront également en prendre connaissance pour exécuter des obligations prévues aux termes du contrat, sachant toutefois qu'aux fins des présentes, une personne morale contrôlée désigne :
- 13.2.2.1** une société dans laquelle la partie concernée détient ou contrôle de toute autre manière, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50 %) des actions assorties du droit de vote ; ou
- 13.2.2.2** une entité dont la direction effective est contrôlée par la partie concernée ; ou
- 13.2.2.3** s'agissant du PNUD, un fonds affilié tel que l'UNCDF, l'UNIFEM ou l'UNV.
- 13.3** Le prestataire pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la loi, sachant toutefois que, sous réserve des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et sans renonciation à ceux-ci, le prestataire devra notifier au PNUD suffisamment à l'avance une demande de divulgation des Informations afin de lui donner la possibilité de prendre des mesures de protection ou toute autre mesure opportune avant qu'une telle divulgation ne soit effectuée.
- 13.4** Le PNUD pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la Charte des Nations Unies, les résolutions ou règlements de l'Assemblée générale ou les règles édictées par le Secrétaire général.
- 13.5** Le Destinataire n'aura pas l'interdiction de divulguer les Informations qu'il aura obtenues d'un tiers sans restriction, qui seront divulguées par le Divulgateur à un tiers sans obligation de confidentialité, qui seront antérieurement connues du Destinataire ou qui seront développées à tout moment par le Destinataire de manière totalement indépendante de toute divulgation effectuée dans le cadre des présentes.
- 13.6** Les présentes obligations et restrictions en matière de confidentialité produiront leurs effets au cours de la durée du contrat, y compris pendant toute prorogation de celui-ci, et, sauf disposition contraire figurant au contrat, demeureront en vigueur postérieurement à sa résiliation.

#### **14.0 FORCE MAJEURE ; AUTRES CHANGEMENTS DE SITUATION**

- 14.1** En cas de survenance d'un quelconque évènement constituant un cas de force majeure et aussi rapidement que possible après sa survenance, le prestataire devra en notifier par écrit le PNUD avec l'ensemble des détails s'y rapportant si le prestataire se trouve de ce fait dans l'incapacité totale ou partielle d'exécuter ses obligations et de s'acquitter de ses responsabilités aux termes du contrat. Le prestataire devra également notifier au PNUD tout autre changement de situation ou la survenance de tout évènement compromettant ou risquant de compromettre l'exécution de ses obligations aux termes du contrat. Dès réception de la notification requise par le présent article, le PNUD prendra les mesures qu'il considérera, à sa seule et entière discrétion, comme

étant opportunes ou nécessaires au regard des circonstances, y compris l'octroi au prestataire d'un délai supplémentaire raisonnable pour exécuter ses obligations aux termes du contrat.

- 14.2** Si, en raison d'un cas de force majeure, le prestataire est définitivement incapable de s'acquitter, en tout ou en partie, de ses obligations et de ses responsabilités aux termes du contrat, le PNUD aura le droit de suspendre ou de résilier le présent contrat selon les mêmes conditions que celles qui figurent dans l'article 15 « Résiliation », sachant toutefois que le délai de préavis sera de sept (7) jours au lieu de trente (30) jours.
- 14.3** Le terme de force majeure, tel qu'il est utilisé dans le présent article désigne des catastrophes naturelles, une guerre (déclarée ou non), une invasion, une révolution, une insurrection ou d'autres actes d'une nature ou d'une force similaire.
- 14.4** Le prestataire reconnaît et convient qu'en ce qui concerne les obligations prévues au contrat que le prestataire doit exécuter dans ou pour les régions dans lesquelles le PNUD est engagé ou se prépare à s'engager dans des opérations de maintien de la paix, humanitaires ou similaires ou dans lesquelles le PNUD se désengage de telles opérations, toute exécution tardive ou inexécution desdites obligations liée à des conditions difficiles dans lesdites régions ou à des troubles civils y survenant ne constituera pas, en soi, un cas de force majeure au sens du contrat.

## **15.0 RESILIATION**

- 15.1** Chaque partie pourra résilier le présent contrat pour un motif déterminé, en tout ou en partie, en adressant à l'autre partie un préavis écrit de trente (30) jours. L'engagement d'une procédure d'arbitrage conformément à l'article 16.2 (« Arbitrage ») ci-dessous ne pourra pas être considéré comme constituant une résiliation du présent contrat.
- 15.2** Le PNUD se réserve le droit de résilier le présent contrat sans motif à tout moment, en adressant au prestataire un préavis écrit de 15 jours. Dans ce cas, le PNUD devra rembourser au prestataire l'ensemble des frais raisonnables que celui-ci aura engagés avant de recevoir ledit préavis.
- 15.3** En cas de résiliation par le PNUD en application du présent article, aucun paiement ne sera dû par le PNUD au prestataire, à l'exception des prestations et services fournis de manière satisfaisante et conformément aux conditions expresses du présent contrat.
- 15.4** Si le prestataire est mis en redressement judiciaire ou en liquidation, s'il tombe en cessation de paiements, s'il procède à une cession au profit de ses créanciers ou si un administrateur judiciaire est nommé en raison de sa cessation de paiements, le PNUD pourra, sans préjudice de tout autre droit ou recours dont il pourra disposer aux termes des présentes conditions, résilier le présent contrat sur-le-champ. Le prestataire devra immédiatement informer le PNUD de la survenance de l'un quelconque des événements susmentionnés.

## **16.0 REGLEMENT DES DIFFERENDS**

- 16.1 Règlement amiable.** Les parties devront faire tout leur possible pour régler à l'amiable les différends, litiges ou réclamations liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité. Lorsque les parties tenteront de parvenir à un tel règlement amiable par la conciliation, celle-ci devra se dérouler conformément au Règlement de conciliation de la CNUDCI qui sera alors en vigueur, ou selon toute autre procédure dont les parties pourront convenir entre elles.
- 16.2 Arbitrage.** Les différends, litiges ou réclamations entre les parties liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité qui n'auront pas fait l'objet d'un règlement amiable en

application de l'article 16.1 ci-dessus, sous soixante (60) jours à compter de la réception par l'une des parties de la demande aux fins de règlement amiable de l'autre partie, devront être soumis par l'une ou l'autre des parties à un arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI alors en vigueur. Les décisions du tribunal arbitral devront être fondées sur des principes généraux de droit commercial international. En ce qui concerne l'ensemble des questions relatives à la preuve, le tribunal arbitral devra suivre les règles additionnelles régissant la présentation et la réception des preuves dans les arbitrages commerciaux internationaux de l'Association internationale du barreau, édition du 28 mai 1983. Le tribunal arbitral sera habilité à ordonner la restitution ou la destruction de marchandises ou de tout bien, corporel ou incorporel, ou de toute information confidentielle fournie en application du contrat, à ordonner la résiliation du contrat, ou à ordonner que toute mesure de protection soit prise relativement à des marchandises, services ou à tout autre bien, corporel ou incorporel, ou à toute information confidentielle fournie dans le cadre du contrat, s'il y a lieu, conformément au pouvoir du tribunal arbitral aux termes de l'article 26 (« Mesures provisoires ou conservatoire ») et de l'article 32 (« Forme et effet de la sentence ») du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des dommages et intérêts punitifs. En outre, sauf disposition contraire expresse du contrat, le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des intérêts supérieurs au taux interbancaire offert à Londres (« LIBOR ») alors en vigueur, et il ne pourra s'agir que d'intérêts simples. Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue dans le cadre d'un tel arbitrage à titre de règlement final desdits différends, litiges ou réclamations.

#### **17.0 PRIVILEGES ET IMMUNITES**

Aucune disposition du présent contrat ou y relative, qu'elle soit expresse ou implicite, ne pourra être considérée comme emportant renonciation aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de ses organes subsidiaires.

#### **18.0 EXONERATION FISCALE**

**18.1** La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies prévoit notamment que l'Organisation des Nations Unies, ainsi que ses organes subsidiaires, sont exonérés de tout impôt direct, sous réserve de la rémunération de services d'utilité publique, ainsi que des droits de douane et redevances de nature similaire à l'égard d'objets importés ou exportés pour leur usage officiel. Si une quelconque autorité gouvernementale refuse de reconnaître l'exonération de l'Organisation des Nations Unies au titre desdits impôts, droits ou redevances, le prestataire devra immédiatement consulter le PNUD afin de décider d'une procédure mutuellement acceptable.

**18.2** Par conséquent, le prestataire autorise le PNUD à déduire de la facture du prestataire toute somme correspondant auxdits impôts, droits ou redevances, à moins que le prestataire n'ait consulté le PNUD avant leur paiement et que le PNUD n'ait, dans chaque cas, expressément autorisé le prestataire à payer lesdits impôts, droits ou redevances sous toute réserve. Dans ce cas, le prestataire devra fournir au PNUD la preuve écrite de ce que le paiement desdits impôts, droits ou redevances aura été effectué et dûment autorisé.

#### **19.0 TRAVAIL DES ENFANTS**

Le prestataire déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne se livrent à aucune pratique contraire aux droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris dans son article 32 qui prévoit notamment qu'un enfant ne peut être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptibles de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent bon de commande immédiatement par notification adressée au fournisseur, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

## **20.0 MINES**

Le fournisseur déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne participent pas activement et directement à des activités ayant trait aux brevets, au développement, à l'assemblage, à la production, au commerce ou à la fabrication de mines ou à de telles activités au titre de composants principalement utilisés dans la fabrication de mines. Le terme « mines » désigne les engins définis à l'article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II annexé à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

## **21.0 RESPECT DES LOIS**

Le prestataire devra se conformer à l'ensemble des lois, règlements et règles se rapportant à l'exécution de ses obligations aux termes du présent contrat.

## **22.0 EXPLOITATION SEXUELLE**

**22.1** Le prestataire devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour empêcher la commission à l'encontre de quiconque d'actes d'exploitation ou d'abus sexuel par le prestataire lui-même, par l'un quelconque de ses employés ou par toute autre personne pouvant être engagée par le prestataire pour fournir tout service en application du contrat. A cet égard, toute activité sexuelle avec une personne de moins de dix-huit ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constituera un acte d'exploitation et d'abus sexuels à l'encontre d'une telle personne. En outre, le prestataire devra s'abstenir d'échanger de l'argent, des biens, des services, des offres d'emploi ou d'autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles ou de se livrer à des activités sexuelles constitutives d'actes d'exploitation ou dégradantes, et devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour interdire à ses employés ou aux autres personnes qu'il aura engagées d'agir de la sorte. Le prestataire reconnaît et convient que les présentes dispositions constituent une condition essentielle du contrat et que toute violation de la présente déclaration et de la présente garantie autorisera le PNUD à résilier le contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

**22.2** Le PNUD ne fera pas application de la règle précédente relative à l'âge lorsque l'employé du prestataire ou toute autre personne pouvant être engagée par celui-ci pour fournir des services en application du contrat sera marié à la personne de moins de dix-huit ans avec laquelle ledit employé ou ladite autre personne aura eu une activité sexuelle et lorsqu'un tel mariage sera reconnu comme étant valable par les lois du pays de citoyenneté dudit employé ou de ladite autre personne.

## **20. POUVOIR DE MODIFICATION**

Conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière du PNUD, seul le fonctionnaire autorisé du PNUD a le pouvoir d'accepter pour le compte du PNUD toute modification apportée au présent contrat, une renonciation à l'une quelconque de ses dispositions ou toute relation contractuelle supplémentaire avec le prestataire. Par conséquent, aucune modification du présent contrat ne sera valable

et opposable au PNUD à moins de faire l'objet d'un avenant au présent contrat signé par le prestataire et le fonctionnaire autorisé du PNUD conjointement.

## TERMES DE REFERENCE

### RECRUTEMENT D'ONG POUR LA SENSIBILISATION SUR LE PROCESSUS ELECTORAL

#### I. Contexte

La Côte d'Ivoire s'apprête à entamer un nouveau cycle électoral qui démarre avec l'élection présidentielle du 31 octobre 2020. Cette échéance représente pour la Côte d'Ivoire un défi déterminant pour la consolidation de la démocratie, de la paix et du développement. Le gouvernement ivoirien, la Commission Electorale Indépendante (CEI) et le PNUD ont signé le 30 janvier 2020 un projet dénommé Projet d'Appui aux Elections en Côte d'Ivoire (PACE). Ce projet est une recommandation d'une mission d'évaluation de besoins électoraux dépechée en Côte d'Ivoire en novembre 2019, à la suite d'une requête d'assistance électorale du gouvernement ivoirien au Secrétaire Général des Nations Unies. Il a pour objectif principal est d'accompagner la CEI à organiser des élections apaisées, inclusives et transparentes, notamment dans quatre domaines : (i) le dialogue et la prévention des conflits électoraux, (ii) la communication et l'information, (iii) le renforcement des capacités des acteurs électoraux et (iv) la mobilisation des ressources nécessaires pour atteindre les résultats fixés au projet. Dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième composante de ce projet relative au renforcement de la communication, des programmes de sensibilisation et d'éducation citoyenne sont prévus. Ces programmes s'inscrivent dans le plan de sensibilisation de la CEI et couvriront les deux principales étapes du processus électoral : (i) L'opération de Révision de la Liste Electorale (RLE) et (ii) le processus du vote. Ils seront mis en œuvre, en fonction du chronogramme de la CEI, dans les différentes circonscriptions administratives du pays et consisteront, entre autres, à des campagnes de sensibilisation de proximité et à travers les médias et les réseaux sociaux. Afin de prévenir d'éventuelles tensions qui risqueraient de compromettre les prochaines élections, ces campagnes devront contribuer à la mobilisation des citoyens et citoyennes autour d'un objectif commun de démocratie, d'inclusion et de paix. De manière spécifique elles tenteront de répondre aux principales questions que les électeurs sont souvent amenés à se poser. A savoir, « Qui a le droit de s'inscrire sur la liste électorale et de voter ? Pourquoi s'inscrire et voter ? avec quelle pièce administrative les électeurs devront ils se faire inscrire ? Comment et où aller pour se faire inscrire sur la liste électorale ? Comment et quand signaler les changements d'adresse, de nom ou le décès d'un électeur ? Comment exercer ses droits en matière électorale, Comment voter et utiliser les bulletins de vote ? Quelles sont les voies de recours du contentieux etc. L'accent sera particulièrement mis sur les thématiques suivantes : la sensibilisation des jeunes, des femmes et l'éducation civique des populations :

#### **La sensibilisation des jeunes**

Le pourcentage des jeunes âgés de 18 à 35 ans inscrits sur la liste est faible, particulièrement celui de la tranche d'âges de 18-25 ans. L'objectif de ce volet est de mobiliser le maximum de jeunes électeurs à se faire inscrire sur la liste électorale et à prendre part massivement au vote. Au niveau de l'opération de Révision de la Liste Electorale (RLE), l'accent devra être mis sur l'éducation civique de ces nouveaux majeurs : « Pourquoi, comment et où se faire inscrire sur la liste électorale » ? « Avec quels documents administratifs peut-on s'inscrire sur la liste électorale ? ». Les jeunes doivent également être informés et sensibilisés sur les techniques du vote, notamment sur l'utilisation du bulletin unique et sur les pièces administratives à présenter pour pouvoir voter. La sensibilisation des jeunes se fera aussi à travers les réseaux sociaux. Les associations des jeunes devront être associées à ces campagnes.

## **La sensibilisation des femmes**

Les femmes représentent environ 49% des électeurs. Le pourcentage des jeunes électrices âgées de 18 à 25 ans reste pourtant très faible. L'inscription de cette catégorie de jeunes majeures et la participation des femmes au vote constituent les priorités de cet axe du projet. Le programme de sensibilisation devra contribuer à la vulgarisation des pièces administratives nécessaires pour l'inscription sur la liste : Comment, quand et où les obtenir ? Comment voter et particulièrement comment utiliser le bulletin unique ? La campagne devra également contribuer à la promotion des femmes et l'implication des associations des femmes dans le processus électoral et la campagne de sensibilisation.

## **La sensibilisation pour des élections apaisées**

Les élections sont souvent à l'origine de violences et conflits électoraux. Les populations civiles sont souvent les victimes de ces violences notamment les femmes et les jeunes. Ce volet vise à renforcer l'apaisement de l'environnement électoral. La campagne devra sensibiliser toutes les catégories socio-professionnelles de la population sur la nécessité d'avoir une élection apaisée. Elle doit privilégier la résolution pacifique des conflits et rappeler les voies légales prévues pour vider les contentieux électoraux. Les mécanismes de contentieux sur la liste électorale et le vote doivent être vulgarisés notamment auprès des responsables politiques, des représentants des candidats et des électeurs. Cet axe doit aussi favoriser l'implication des autorités locales dans la résolution des conflits et l'apaisement de l'environnement électoral.

## **Les opérations électorales**

Les électeurs ont besoin d'être informés et orientés à tous les niveaux du processus, notamment sur le cadre juridique et les différents modes opératoires régissant le processus électoral. La campagne sur les opérations électorales vise d'abord à informer l'électeur sur les différentes étapes du processus. Elle devra donc vulgariser le cadre juridique, notamment les dispositifs portant sur la révision de la liste électorale, la gestion des candidatures et le contentieux électoral. De manière spécifique, cette campagne vise à contribuer à l'accroissement du fichier électoral et de la participation aux élections.

Dans ce contexte le PNUD, à travers son Projet d'Appui aux élections en Côte d'Ivoire (PACE), lance un appel d'offres adressées aux Organisations Non Gouvernementales nationales en vue d'accompagner la CEI à mettre en œuvre son plan de sensibilisation.

### **II. Objectif principal**

L'objectif principal de ces campagnes est de sensibiliser les communautés, notamment les femmes et les jeunes, pour une élection apaisée, inclusive et démocratique.

### **III. Objectifs spécifiques**

- Mobiliser les populations, notamment les femmes et les jeunes en vue de leur inscription sur le fichier électoral ;
- Sensibiliser les populations, notamment les femmes, les jeunes, les élus locaux, les leaders communautaires sur la non-violence et les discours de paix en période électorale ;

- Contribuer à l'éducation citoyenne des électeurs et électrices ;
- Contribuer au renforcement de la participation, notamment des jeunes filles au vote ;
- Renforcer les capacités des électeurs/électrices, et des ONG.

#### IV. Principaux résultats attendus

- Les populations, notamment les femmes et les jeunes des Communes identifiées sont sensibilisées en vue de leur inscription sur le fichier électoral ;
- Les populations, notamment les femmes, les jeunes, les élus locaux, les leaders communautaires sont sensibilisées (2 interventions par commune) sur la non-violence et les discours de paix en période électorale, dans chaque commune des départements prioritaires ;
- Les électeurs et les électrices sont sensibilisé(e)s sur la citoyenneté et les principes de la démocratie ;
- Les électeurs sont sensibilisés sur le processus de vote ;
- Les capacités des électeurs/électrices, et des ONG sur les étapes clés du processus électoral sont renforcées ;
- Des activités de sensibilisation sont organisées dans les Communes identifiées ;
- Les supports de sensibilisation (250 prospectus par communes et 3 affiches routières dans 40 Communes) validés par la CEI sont distribués dans les localités identifiées.

#### V. Les zones de couverture

Le « PACE » appuiera la campagne de sensibilisation de la CEI dans 27 Départements sur les 81 que compte le pays. Une vingtaine d'ONG sera sélectionnée et assurera cette campagne dans les 27 départements repartis en 5 lots :

LOT 1		
REGIONS	DEPARTEMENTS	COMMUNES
LAGUNE	ABIDJAN	ABOBO, ADJAME, ATTECOUBE, BINGERVILLE, COCODY, KOUMASSI, MARCORY, PORT-BOUET, YOPOUGON

LOT 2		
REGIONS	DEPARTEMENTS	COMMUNES
GBOKLE	SASSANDRA	GRIHIRI, LOBAKUYA, SASSANDRA
GOH	GAGNOA	DOUGROUPALEGNAO, GAGNOA, SERIHIO
GUEMON	BANGOLO	DIEOUZON, GUINGLO-TAHOUAKE, KAHIN-ZARABAON, ZOU
	DUEKOUE	DUEKOUE
LOH-DJIBOUA	DIVO	BAYOTA
NAWA	MEAGUI	GNAMANGUI, MEAGUI, OUPOYO
SAN-PEDRO	SANS-PEDRO	DOBA, GABIADJI, GRAND-BEREBY, SANS-PEDRO
TONKPI	BIANKOUMA	BIANKOUMA, SANTA
TONKPI	MAN	LOGOUALE, PADIAGOUINE, SANGOUINE
TONKPI	ZOUAN-HOUNIEN	BIN-HOUYE, TEAPLEU, ZOUAN-HOUNIEN, GOULALEU

TONKPI	DANANE	DALEU, DANANE, KOUAN-HOULE, MAHAPLEU, ZONNEU
--------	--------	--

LOT 3		
REGIONS	DEPARTEMENTS	COMMUNES
BOUNKANI	DOROPO	DOROPO, NIAMOUE
GONTOUGO	BONDOUKOU	BONDOUKOU, LAOUD-IBA, SOROBANGO, TAGADI, BONDO

LOT 4		
REGIONS	DEPARTEMENTS	COMMUNES
BELIER	DIDIEVI	RAVIART, MOLONOU-BLE
DISTRICK DE YAMOOUSSOUKRO	YAMOOUSSOUKRO	YAMOOUSSOUKRO
IFFOU	DAOUKRO	DAOUKRO
HAUT SASSANDRA	DALOA	BEDIALA, DALOA, GADOUAN, GONATE, ZAIBA
	ISSIA	NAMANE, IBOGUHE, SAIOUA
	VAVOUA	DANIA, SEITIFLA, VAVOUA
MARAHOU	BOUAFLE	BEBBESSOU, BONON, BOUAFLE, N'DOUFFOUKANKRO, ZAGUIETA
WORODOUGOU	SEGUELA	BOBI-DIARABANA, SEGUELA, WOROFILA

LOT 5		
REGIONS	DEPARTEMENTS	COMMUNES
BERE	MANKONO	BOUANDOUGOU, MANKONO, MARANDALAH, SARHALA, TIENINGBOUE
GBEKE	BOUAKE	BOUAKE, DJEBONOUA
	SAKASSOU	SAKASSOU
MORONOU	BONGOUANOU	BONGOUANOU
KABADOUGOU	ODIENNE	ODIENNES
PORO	KORHOGO	KORHOGO, LATAHA, SIRASSO, KANORоба, KIEMOU, NIOFOIN, SOHOUE
TCHOLOGO	FERKESSEDOUGOU	FERKESSEDOUGOU

## VI. Méthodologie

- Les ONG retenues proposeront un document-cadre pour le programme de sensibilisation, la méthodologie, les outils et les relais appropriés pour la mise en œuvre du programme en fonction de la spécificité de chaque circonscription ;
- Une attention particulière sur la dimension genre devra être observée ;
- Après une phase d'harmonisation du document cadre avec la CEI et le PNUD, les ONG retenues

travailleront en étroite collaboration avec la CEI en vue de préparer le déploiement sur le terrain (formation, remise des supports de sensibilisation ...);

- Les commissions locales de la CEI et le PNUD suivront la mise en œuvre de la campagne par les ONG ;
- Les commissions locales de la CEI et le PNUD certifieront les services rendus par les ONG sur le terrain ;
- Les ONG travailleront avec les différentes plateformes et associations mises en place dans les Régions avec le soutien des Agences des Nations Unies (ONUFEMME, UNESCO et UNFPA) ;
- Les ONG travailleront de concert avec les démembrements de la CEI et seront supervisées et évaluées par le PNUD.

## **VII. Profil**

Les ONG postulant doivent remplir les conditions ci-après :

- Être officiellement reconnue (Fournir un récépissé de déclaration ou d'annonce le journal officiel).
- Avoir des responsables jouissant d'une bonne moralité.
- Avoir une expérience significative d'au moins 3 ans dans l'organisation de campagnes publiques de sensibilisation.
- Être capable de fournir les preuves de ses expériences dans l'organisation de campagnes publiques de sensibilisation de préférence.
- Être déjà intervenue sur les thématiques suivantes « jeunes, femmes, paix et en éducation civique).
- Avoir une bonne connaissance de la zone d'intervention (avoir une représentation sur place est un atout).
- Disposer d'une équipe composée de spécialistes en sciences sociales justifiant d'au moins cinq années d'expérience dans la conduite de sensibilisation de masse et fournir leurs CV (Accord écrit de chaque membre d'équipe est exigé avec une pièce d'identification jointe)
- Avoir des références pertinentes de prise en compte du genre dans le fonctionnement et dans la mise en œuvre des activités
- Avoir une grande capacité opérationnelle sur le terrain.
- Avoir une expérience antérieure avec une Organisation internationale (notamment PNUD ou une Agence des Nations Unies) sera un atout.

## **VIII. Durée et conditions de la prestation**

- Les ONG seront recrutées selon les procédures du PNUD pour une durée de 20 jours pour la sensibilisation sur la « RLE » et d'un (1) mois pour la sensibilisation sur le vote.
- Un comité ad-hoc réunissant la CEI et le PNUD examinera les dossiers reçus.

Les paiements s'effectueront sur la base suivante :

- 20% à la signature du contrat.
- 50% à la mi-période du contrat après validation du rapport d'activités par la CEI et le PNUD.
- 30% après le dépôt et la validation du rapport final de la campagne par la CEI et le PNUD.

## **IX. Modalités de soumission**

Chaque ONG ne pourra postuler que pour intervenir dans deux départements au maximum et précisera le lot et l'opération pour laquelle elle souhaite postuler : (**Lot N°**, « **RLE** », « **Vote** » ou « **RLE et Vote** »).

Le dossier de candidature devra être constitué de :

### 1. Une offre technique incluant :

- La compréhension de la mission et la méthodologie à développer et des tâches envisagées pour aboutir aux résultats ;
- Un document cadre de programme de sensibilisation incluant les activités et la stratégie qui sera mise en œuvre en ressortant clairement, comment et avec quels partenaires, support et outils les campagnes seront menées en mettant l'accent sur les quatre thématiques de la sensibilisation « jeunesse, femmes, paix et opérations électorales » ;
- Un chronogramme détaillé des activités et résultats attendus à chaque phase ;
- Les références des travaux antérieurs en matière de sensibilisation, notamment dans les 4 domaines des sensibilisations "jeunesse, femmes, paix et opérations électorales" ;
- Une copie des statuts et règlement intérieur de l'ONG ainsi que les CV des principaux intervenants prévus pour les campagnes.

### 2. Une offre financière présentant par lot un budget détaillé pour la réalisation de la mission

NB : Les deux offres doivent être placées sous plis scellés distincts et cachetés portant la mention CAMPAGNE DE SENSIBILISATION « Lot N° « RLE », « Vote » ou « RLE et Vote » et déposés à l'adresse :

**Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)**

**Angle Avenue Marchand, Rue Gourgas 01 BP 1747 ABIDJAN 01 COTE D'IVOIRE**

### X. Evaluation des offres

Nombre de points attribués pour chaque critère et sous critère d'évaluation.

N°	Critères et sous critères d'évaluation	Nombre de points
I.	Documents attestant de l'existence légale	4
II.	Expérience de l'ONG dans l'exécution de prestations de nature comparable : (4 prestations avec un résultat satisfaisant, 4 points par prestation)	16
III.	Conformité du programme de campagne et de la méthode proposés aux Termes de référence	
	a) Estimation du temps de la mission	5
	b) Compréhension des termes de référence et pertinence de la note de méthodologie	20
	c) Prise en compte du genre dans la proposition	4
IV.	Qualifications et compétence des intervenants	
	a) Qualification et expérience générale	5
	b) Qualifications correspondantes à la tâche à accomplir (4 prestations semblables, 4 points par prestation)	16
	<b>TOTAL DES POINTS</b>	<b>70</b>

**b) La note technique minimale requise est de 50 points.**

Tout soumissionnaire dont l'offre technique n'aurait pas atteint au moins 50 points, sera éliminé et sa proposition financière ne sera pas analysée.

**c) Evaluation financière**

La formule utilisée pour déterminer les scores financiers est la suivante :

$SF=100 \times Fm / F$ , où SF est le score financier, Fm est la proposition la moins disante et F le prix de la proposition considérée

**d) Evaluation finale**

La notation finale sera la moyenne pondérée de la note technique et de la note financière avec les coefficients de pondération suivants : score technique (70%) et score financier (30%) ;

Les pondérations attribuées aux propositions techniques et financières sont :

T= 0,70 et F=0,30.

